

Rapport de gestion intermédiaire /
Interim Management Report

**Ressources Gimus Inc. /
Gimus Resources Inc.**

**31 mars 2012
March 31, 2012**

Le présent rapport de gestion est conforme au règlement 51-102A des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatif à l'information continue. Le rapport de gestion est un supplément aux états financiers annuels qu'il complète et doit être lu parallèlement à ceux-ci. Il présente le point de vue de la direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois.

1.1 DATE

Le présent rapport de gestion a été rédigé le 29 mai 2012 par la direction et a trait à la situation financière et à l'interprétation des résultats d'exploitation de Ressources Gimus Inc. (la "Société") pour le période de six mois terminée le 31 mars 2012. Ces états financiers intermédiaires doivent être lus avec les états financiers audités de l'exercice terminé le 30 septembre 2011. De plus, ces états financiers intermédiaires ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») et conformément aux méthodes comptables que la Société se propose d'adopter pour ses états financiers de l'exercice se terminant le 30 septembre 2012. Ces méthodes comptables sont fondées sur les normes IFRS qui, selon la Société, seront alors en vigueur.

1.2 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui reflètent, à la date du rapport de gestion, les attentes, estimations et projections de la Société quant à ses opérations, à l'industrie minière en général et à l'environnement économique dans lequel elle évolue. Tout en étant raisonnables, ces énoncés comportent un certain élément de risque et d'incertitude de sorte qu'il n'y a aucune garantie qu'ils se réaliseront. Par conséquent, les résultats réels peuvent varier de façon importante de ceux mentionnés ou prévus dans ces énoncés prospectifs.

This management discussion and analysis ("MD&A") follows rule 51-102A of the Canadian Securities Administrators regarding continuous disclosure for reporting issuers. It is a complement and supplement to the annual financial statements and should be read in conjunction with those statements. It represents the view of management on current activities and past and current financial results of the Company, as well as an outlook of the activities of the coming months.

1.1 DATE

The following management's discussion and analysis "MD&A" of Gimus Resources Inc. (the "Company") was written on May 29, 2012, for the six month period ended March 31, 2012. These interim financial statements must be read with the audited financial statements for the year ended September 30, 2011. Also, these interim financial statements have been prepared in accordance with the International Financial Reporting Standards ("IFRS") and in accordance with the accounting policies the Company expects to adopt in its September 30, 2012 financial statements. Those accounting policies are based on the IFRS standards that the Company expects to be applicable at that time.

1.2 FORWARD LOOKING STATEMENTS

This MD&A contains forward-looking statements that are based on the Company's expectations, estimates and projections regarding its business, the mining industry in general and the economic environment in which it operates as of the date of the MD&A. These statements are reasonable but involve a number of risks and uncertainties, and there can be no assurance that they will prove to be accurate. Therefore, actual outcome and results may differ materially from those expressed in or implied by these forward-looking statements.

1.3 NATURE DES ACTIVITÉS

La Société est une société d'exploration minière junior dont les activités consistent à acquérir, explorer, mettre en valeur, développer et, le cas échéant, exploiter des propriétés minières dans divers secteurs. La Société n'a aucun revenu de production puisque toutes ses propriétés sont au stade de l'exploration.

1.4 SURVOL

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2012, la Société a effectué des travaux de géologie au montant de 1 400 \$ sur une propriété que la Société avait l'intention d'acquérir.

Au 31 mars 2012, la Société disposait de 894 549 \$ en liquidité et 22 341 \$ en taxe sur les produits et services à recevoir.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2012, la Société a complété un placement privé accreditif d'un montant total de 357 500 \$ par l'émission de 3 575 000 actions ordinaires à un prix de 0,10 \$ l'action.

La Société a aussi octroyé un total de 750 000 options d'achat en faveur de dirigeants et d'administrateurs au prix de 0,10 \$ l'action pouvant être exercé pendant 10 ans. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 67 500 \$ soit une juste valeur de 0,09 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : dividende moyen néant par action, volatilité prévue de 100 %, taux d'intérêt sans risque de 2,02 % et durée prévue des options de 10 ans.

1.5 ACTIVITÉS D'EXPLORATION

Les dépenses d'exploration et d'évaluation pour la période de six mois terminée le 31 mars 2012 se sont établies à 16 108 \$. Les travaux d'exploration et d'évaluation ont été effectués sur la propriété Baie Johann-Beetz.

1.3 NATURE OF ACTIVITIES

The Company is a junior mining exploration Company whose operations include the acquisition, exploration, production, development and if, as the case may be, the operating of mining properties in various sectors. The Company has no income from production since all its properties are at the exploration stage.

1.4 OVERVIEW

During the three month period ended March 31, 2012, the Company realized geological exploration work in the amount of \$1,400 on a property that the Company had the intention of purchasing.

As of March 31, 2012, the Company had \$894,549 in cash and \$22,341 in goods and services tax receivable.

During the three month period ended March 31, 2012 the Company completed a flow-through private placement for a total amount of \$357,500 by issuing 3,575,000 common shares at a price of \$0.10 per share.

The Company also granted a total of 750,000 stock options in the favour of managers at a price of \$0.10 per share, exercisable for 10 years. Total stock-based compensation costs amount to \$67,500 for an estimated fair value of \$0.09 per option. The fair value of the options granted was estimated using the Black-Scholes model with no expected dividend yield, an expected volatility of 100%, at a risk-free interest rate of 2.02% and an expected life of options of 10 years.

1.5 EXPLORATION ACTIVITIES

Exploration and evaluation expenses for the six month period ended March 31, 2012 were \$16,108. The exploration and evaluation expenses were done on the Baie Johann-Beetz property.

1.5 ACTIVITÉS D'EXPLORATION (suite)

Voici une analyse détaillée des dépenses d'exploration et d'évaluation pour la période de six mois terminée le 31 mars 2012.

1.5 EXPLORATION ACTIVITIES (Continued)

See below for the detailed analysis of exploration and evaluation expenses during the six month period ended March 31, 2012.

	31 mars / March 31, 2012
	\$
Solde au début / Balance, beginning of period	-
Ajouter / Add Rapport/ Report	16 108
Solde à la fin / Balance, end of period	16 108

1.6 RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant représente l'information trimestrielle choisie pour chacun des trois trimestres complétés.

1.6 SUMMARY OF QUARTER RESULTS

The following table sets forth selected quarterly financial information for each of the three completed quarters.

Trois mois terminé le	Résultat global pour la période / Total comprehensive loss for the period	Résultat par action / Loss per share	Three month period ended
	\$	\$	
31 mars 2012	(96 054)	(0.009)	March 31, 2012
31 décembre 2011	(88 217)	(0.014)	December 31, 2011
30 septembre 2011	-	-	September 30, 2011

RÉSULTAT

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, la Société a enregistré un résultat global de (96 054 \$).

Le résultat de la période de trois mois est composé principalement des dépenses de paiements fondés sur des actions au montant de 67 500 \$ et de frais de fiducie et d'enregistrement au montant de 16 909 \$.

Au cours de la période de six mois terminés le 31 mars 2012, la Société a enregistré un résultat global de (184 271 \$).

Le résultat de la période de six mois est composé principalement des dépenses de paiements fondés sur des actions au montant de 67 500 \$, d'honoraires professionnels de 60 897 \$, d'informations aux actionnaires de 24 725 \$ et de frais de fiducie et d'enregistrement de 24 409 \$.

LOSS

During the three-month period ended March 31, 2012, the Company recorded a comprehensive loss of (\$96,054).

The loss for the three-month period is comprised mainly of share-based payments for an amount of \$67,500 and trustees and registration fees of \$16,909.

During the six-month period ended March 31, 2012 the Company recorded a comprehensive loss of (\$184,271).

The loss for the six-month period is comprised mainly of share-based payments for an amount of \$67,500, professional fees of \$60,897, shareholders relations of \$24,725 and trustees and registration fees of \$24,409.

1.7 INFORMATIONS FINANCIÈRES CHOISIES

1.7 SELECTED FINANCIAL INFORMATION

	31 mars/ March 31 2012 \$	30 September/ September 30 2011 \$
Résultat global / Comprehensive loss	(184 271)	-
Résultat par action / Loss per share	(0.023)	-
Résultat opérationnel / Operating loss	(184 271)	-
Trésorerie / Cash	112 699	-
Trésorerie détenue à des fins d'exploration / Cash held for exploration expenses	781 850	-
Actifs d'exploration et d'évaluation / Exploration and evaluation assets	316 108	300 000
Actif total / Total assets	1 252 998	300 000
Passif total / Total liabilities	151 397	-
Capitaux propres / Equity	1 101 601	300 000

1.8 SITUATION FINANCIÈRE

1.8 FINANCIAL SITUATION

TRÉSORERIE

Au 31 mars 2012, la Société disposait de 894 549 \$ en liquidité, 22 341 \$ en taxe sur les produits et services à recevoir et 20 000 \$ en souscription à recevoir.

ACTIF

Le fonds de roulement au 31 mars 2012 était de 785 493 \$ et était composé essentiellement de la trésorerie détenue à des fins d'exploration.

Au 31 mars 2012, le total de l'actif de la Société était de 1 252 998 \$ représenté par 894 549 \$ en trésorerie et trésorerie détenue à des fins d'exploration, 22 341 \$ en taxe sur les produits et services à recevoir, 20 000 \$ en souscription à recevoir et 316 108 \$ en actifs d'exploration et d'évaluation.

PASSIF

En date du 31 mars 2012, le total du passif de la Société était de 151 397 \$ représenté par 9 947 \$ en dettes fournisseurs et autres créiteurs et 141 450 \$ en autres passifs.

CASH

As of March 31, 2012, the Company had \$894,549, \$22,341 in goods and services tax receivable and \$20,000 in subscription receivable.

ASSETS

The working capital as at March 31, 2012 was \$785,493 and was mainly comprised of the cash held for exploration expenses.

As of March 31, 2012, the Company had \$1,252,998 in total assets represented by \$894,549 in cash and cash held for exploration expenses, \$22,341 in goods and services tax receivable, \$20,000 in subscription receivable and \$316,108 in exploration and evaluation assets.

LIABILITIES

As at March 31, 2012, the Company had \$151,397 in total liabilities represented by \$9,947, in trade and other payables and \$141,450 in other liabilities.

1.8 SITUATION FINANCIÈRE (suite)**CAPITAUX PROPRES**

En date du 31 mars 2012, les capitaux propres totalisait 1 101 601 \$ représenté par 1 310 400 \$ en capital-actions, 77 232 \$ en surplus d'apport et (286 031 \$) en déficit.

1.9 FLUX DE TRÉSORERIE

Au 31 mars 2012, la Société disposait de 894 549 \$ en liquidité, 22 341 \$ en taxe sur les produits et services à recevoir et 20 000 \$ en souscription à recevoir.

Ces liquidités sont expliquées par le fait que la Société a complété un placement privé pour un montant total de 357 500 \$.

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Pour le trimestre financier terminé au 31 mars 2012, le flux de trésorerie lié aux activités opérationnelles a totalisé un montant de (96 519) \$ représenté par le résultat global de (96 054 \$), les paiements fondés sur des actions de 67 500 \$ et la variation nette du fonds de roulement de (67 965 \$).

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Le flux de trésorerie lié aux activités de financement a été de 322 843 \$ durant le trimestre terminé le 31 mars 2012 représenté par l'émission d'actions de placements privés de 357 500 \$, des frais d'émission d'actions de (14 657 \$) et de la souscription à recevoir de (20 000 \$).

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Le flux de trésorerie lié aux activités d'investissement a nécessité des liquidités de 357 500 \$ pour la période terminée le 31 mars 2012 représenté par la trésorerie détenue à des fins d'exploration de 357 500 \$.

1.10 ENGAGEMENTS FINANCIERS ET ARRANGEMENT HORS BILAN

Aucun

1.8 FINANCIAL SITUATION (Continued)**EQUITY**

As at March 31, 2012, the equity was \$1,101,601 represented by \$1,310,400 in share capital, \$77,232 in contributed surplus and (\$286,031) in retained deficit.

1.9 CASH FLOW

As of March 31, 2012, the Company had \$894,549 in cash and \$22,341 in goods and services tax receivable and \$20,000 in subscription receivable.

These liquidities are explained by the fact that the Company completed a private placement for a total amount of \$357,500.

OPERATING ACTIVITIES

During the six month period ended March 31, 2012, cash flow related to operating activities was \$96,519 represented by the comprehensive loss before income taxes of (\$96,054), the share-based payments of \$67,500 and the changes in working capital items of (\$67,965).

FINANCING ACTIVITIES

For the three month ended March 31, 2012, cash flow related to financing activities was \$322,843 represented by issuance of shares by private placements of \$357,500, share issuance costs of (\$14,657) and a subscription receivable of (\$20,000).

INVESTMENT ACTIVITIES

During the period ended March 31, 2012, cash flow related to investment activities used an amount of \$357,500 represented by the cash held for exploration expenses of \$357,500.

1.10 COMMITMENTS AND OFF-BALANCE SHEET ARRANGEMENT

None

1.11 Normes, amendements et interprétations des normes existantes qui ne sont pas encore en vigueur et que la Société n'a pas adoptés de façon anticipée

À la date d'autorisation de ces états financiers intermédiaires, de nouvelles normes et interprétations des normes existantes et de nouvelles modifications ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur, et l'entreprise ne les a pas adoptées de façon anticipée. L'information sur les nouvelles normes et interprétations et les nouvelles modifications qui sont susceptibles d'être pertinentes pour les états financiers de l'entreprise est fournie ci-dessous.

IFRS 9 : « Instruments financiers » (en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2013) : *L'International Accounting Standards Board* (« IASB ») vise à remplacer intégralement l'IAS 39, « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation ». La norme de remplacement (IFRS 9) est publiée en plusieurs phases. À ce jour, les chapitres traitant de la comptabilisation, du classement, de l'évaluation et de la décomptabilisation des actifs et passifs financiers ont été publiés. Ces chapitres sont en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013. Le 4 août 2011, un exposé-sondage a été publié pour proposer de modifier la date d'application obligatoire portant celle-ci au 1^{er} janvier 2015. Par ailleurs, d'autres chapitres traitant de la méthodologie de dépréciation et de la comptabilité de couverture sont toujours en cours d'élaboration. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la Société. Cependant, elle ne prévoit pas adopter cette nouvelle norme avant que tous les chapitres du projet de remplacement de l'IFRS 9 aient été publiés et qu'elle puisse déterminer toutes les incidences de ces changements.

IFRS 13 : « Évaluation de la juste valeur » (en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2013) : L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la Société.

1.11 Standards, amendments and interpretations to existing standards that are not yet effective and have not been adopted early by the Company

At the date of authorization of these interim financial statements, new standards, amendments and interpretations to existing standards have been published but are not yet effective, and have not been adopted early by the Company. Information on new standards, amendments and interpretations that are expected to be relevant to the Company's financial statements are provided below.

IFRS 9 : “Financial Instruments” (effective from January 1, 2013) : The International Accounting Standards Board (“IASB”) aims to replace IAS 39 “Financial Instruments: Recognition and Measurement” in its entirety. The replacement standard (IFRS 9) is being issued in phases. To date, the chapters dealing with recognition, classification, measurement and derecognition of financial assets and liabilities have been issued. These chapters are effective for annual periods beginning on or after January 1, 2013. On August 4, 2011, an exposure draft was published proposing to modify the mandatory effective date to January 1, 2015. Moreover, further chapters dealing with impairment methodology and hedge accounting are still being developed. Management has not yet assessed the impact that this amendment is likely to have on the financial statements of the Company. However, it does not expect to implement the amendments until all chapters of IFRS 9 have been published and it can comprehensively assess the impact of all changes.

IFRS 13 : “Fair value measurement” (effective from January 1, 2013) : IFRS 13 will improve consistency and reduce complexity by providing a precise definition of fair value and a single source of fair value measurement and disclosure requirements for use across IFRS. IFRS 13 is effective for annual periods beginning on or after January 1, 2013. Management has not yet assessed the impact of the adoption of this standard on its financial statements.

1.11 Normes, amendements et interprétations des normes existantes qui ne sont pas encore en vigueur et que la Société n'a pas adoptés de façon anticipée (suite)

Modifications de l'IAS 1, Présentation des états financiers

Selon les modifications de l'IAS 1, une entité doit regrouper les éléments présentés au poste « Autres éléments du résultat global » dans des éléments qui, conformément à d'autres normes IFRS : a) ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net et b) seront reclassés ultérieurement en résultat net lorsque certaines conditions seront remplies. Cette modification s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2012. La direction s'attend à ce que cette norme ait une incidence sur la présentation actuelle des autres éléments du résultat global, mais cela ne devrait toutefois pas avoir une incidence sur l'évaluation ou la comptabilisation de ces éléments.

1.12 CONTRÔLE

Relativement aux ordonnances de dispense émises en novembre 2007 par chacune des autorités en valeurs mobilières à travers du Canada, le Chef de la direction et le Chef de la direction financière de la Société doivent produire une «Attestation de base relative à l'émetteur émergent» relativement à l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires y compris les Rapports de gestion.

En comparaison avec le certificat intitulé «Annexe 52-109A2 Attestation des documents annuels et intérimaires», l'«Attestation de base relative à l'émetteur émergent» comprend un «Avis au lecteur» qui déclare que le Chef de la direction et le Chef de la direction financière ne font aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109.

1.11 Standards, amendments and interpretations to existing standards that are not yet effective and have not been adopted early by the Company (Continued)

Amendments to IAS 1 Presentation of Financial Statements

The IAS 1 Amendments require an entity to group items presented in other comprehensive income into those that, in accordance with other IFRSs: (a) will not be reclassified subsequently to profit or loss and (b) will be reclassified subsequently to profit or loss when specific conditions are met. It is applicable for annual periods beginning on or after July 1, 2012. Management expects this will change the current presentation of items in other comprehensive income; however, it will not affect the measurement or recognition of such items.

1.12 CONTROL

In connection with Exemption Orders issued in November 2007 by each of the securities commissions across Canada, the Chief Executive Officer ("CEO") and Chief Financial Officer ("CFO") of the Company will file a Venture Issuer Basic Certificate with respect to the financial information contained in the unaudited financial statements and the audited annual financial statements and respective accompanying MD&A.

In contrast to the certificate under Multilateral Instrument ("MI") 52-109 (Certification of Disclosure in Issuer's Annual and Interim Filings), the Venture Issuer Basic Certification includes a 'Note to Reader' stating that the CEO and CFO do not make any representations relating to the establishment and maintenance of disclosure controls and procedures and internal control over financial reporting, as defined in MI 52-109.

1.13 RISQUES ET INCERTITUDES***Risques inhérents aux activités d'exploration minière***

Les activités de la Société consistent à acquérir et explorer des propriétés minières dans l'espoir de découvrir des gîtes de minerai économiques. Les propriétés de la Société sont présentement au stade de l'exploration et ne contiennent aucun gisement commercialisable connu. Par conséquent, il est peu probable que la Société réalisera des bénéfices à court ou moyen termes. Toute rentabilité future des activités de la Société est tributaire de la découverte d'un gisement de minerai économique. De plus, même si un gisement de minerai économique est découvert, rien ne garantit qu'il soit mis en production de manière commercialement rentable.

Réglementation et exigences environnementales

Les activités de la Société nécessitent l'obtention de permis auprès de diverses autorités gouvernementales et sont régies par des lois et des règlements sur l'exploration, la mise en valeur, l'exploitation, la production, les exportations, les impôts, les normes du travail et la sécurité au travail ainsi que sur l'environnement et autres questions.

Des coûts supplémentaires et des retards peuvent être occasionnés par la nécessité de se conformer aux lois et règlements. Si la Société ne pouvait obtenir ou renouveler les permis ou approbations, elle pourrait être forcée de réduire ou cesser ses activités d'exploration ou de mise en valeur.

Besoins en capitaux

L'exploration, la mise en valeur, le traitement et l'exploitation des propriétés de la Société exigeront un financement supplémentaire considérable. Les seules sources de fonds disponibles pour la Société sont l'émission de capital-actions additionnel et l'emprunt. Il n'existe aucune assurance que de tels financements seront disponibles à la Société ni qu'ils le seront selon des modalités favorables à la Société ou qu'ils seront suffisants pour répondre aux besoins de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur les affaires de la Société et sur sa situation financière. L'impossibilité d'obtenir un financement suffisant peut entraîner un retard, voire le report indéterminé des travaux d'exploration, de mise en valeur ou de production sur l'une ou l'ensemble des propriétés de la Société, et même occasionner la perte de sa participation dans une propriété.

1.13 RISKS AND UNCERTAINTIES***Risks Inherent to Mining Exploration***

The Company is engaged in the business of acquiring and exploring mineral properties in the hope of locating economic deposits of minerals. The Company's property interests are in the exploration stage only and are without a known body of commercial ore. Accordingly, there is little likelihood that the Company will realize any profits in the short to medium term. Any profitability in the future from the Company's business will be dependent upon locating an economic deposit of minerals. However, there can be no assurance, even if an economic deposit of minerals is located, that it can be commercially mined.

Regulation and Environmental Requirements

The activities of the Company require permits from various governmental authorities and are governed by laws and regulations governing prospecting, development, mining, production, exports, taxes, labour standards, occupational health, environmental protection and other matters.

Increased costs and delays may result of the need to comply with applicable laws and regulations. If the Company is unable to obtain or renew licenses, approvals and permits, it may be curtailed or prohibited from proceeding with exploration or development activities.

Capital Needs

The exploration, development, mining and processing of the Company's properties will require substantial additional financing. The only current source of future funds available to the Company is the sale of additional equity capital and the borrowings of funds. There is no assurance that such funding will be available to the Company or that it will be obtained on terms favourable to the Company or will provide the Company with sufficient funds to meet its objectives, which may adversely affect the Company's business and financial position. In addition, any future equity financings by the Company may result in a substantial dilution for subscribers of the Offered Securities. Failure to obtain sufficient financing may result in delaying or indefinite postponement of exploration, development or production on any or all of the Company's properties or even a loss of property interest.

1.13 RISQUES ET INCERTITUDE (suite)***Prix des métaux***

Le prix du marché des actions ordinaires de la Société, ses résultats financiers ainsi que ses activités d'exploration, de mise en valeur et d'exploitation minière ont déjà subi dans le passé et pourraient éventuellement subir, des répercussions négatives importantes en raison de la chute des prix des métaux communs ou précieux.

Risques non assurés

Les activités de la Société sont sujettes à certains risques et dangers, dont des conditions environnementales difficiles, des accidents industriels, des conflits de travail, des conditions géologiques inusitées ou inattendues, des glissements de terrain ou de talus, des éboulements et des phénomènes naturels tels que des conditions météorologiques défavorables, des inondations et des tremblements de terre. De tels événements pourraient occasionner des blessures ou décès, des dommages environnementaux ou autres aux propriétés ou installations de production de la Société ou aux propriétés d'autres Sociétés, des retards dans l'exploitation minière, des pertes monétaires, et de possibles responsabilités légales.

Continuité de l'exploitation

Les états financiers intermédiaires ont été établis en considérant l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, laquelle prévoit que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Étant donné que la Société n'a pas encore trouvé une propriété qui contient des dépôts de minéraux économiquement exploitables, la Société n'a pas généré de revenus ni de flux de trésorerie de son exploitation jusqu'à maintenant.

La capacité de la Société de poursuivre ses activités dépend de l'obtention de nouveaux financements nécessaires à la poursuite de l'exploration de ses droits miniers. Même si la Société a réussi à financer ses programmes d'exploration dans le passé, rien ne garantit qu'il réussisse à obtenir d'autres financements dans l'avenir. La Société n'a pas encore déterminé si les biens miniers renferment des réserves de minerai pouvant être exploités économiquement. L'application des IFRS selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation peut être inappropriée, car il existe un doute sur le bien-fondé de l'hypothèse.

1.13 RISKS AND UNCERTAINTIES (Continued)***Commodity Prices***

The market price of the Company's common shares, its financial results and its exploration, development and mining activities have previously been, or may in the future be, significantly adversely affected by declines in the price of precious or base minerals.

Uninsured Risks

The Company's business is subject to a number of risks and hazards, including adverse environmental conditions, industrial accidents, labor disputes, unusual or unexpected geological conditions, ground or slope failures, cave-ins, and natural phenomena such as inclement weather conditions, floods and earthquakes. Such occurrences could result in damage to mineral properties or production facilities, personal injury or death, environmental damage to the Company's properties or the properties of others, delays in mining, monetary losses and possible legal liability.

Going Concern

The interim financial statements have been prepared on the basis of the going concern assumption, meaning the Company will be able to realize its assets and discharge its liabilities in the normal course of operations.

Given that the Company has not yet determined whether its mineral properties contain mineral deposits that are economically recoverable, the Company has not yet generated income nor cash from its operations.

The Company's ability to continue as a going concern is dependent upon its ability to raise additional financing to further explore its mining rights. Even if the Company has been successful in the past in doing so, there is no assurance that it will manage to obtain additional financing in the future. The Company has not yet determined whether its properties contain ore reserves that are economically recoverable. The application of IFRS on a going concern basis may be inappropriate, since there is a doubt, as to the appropriateness of the going concern assumption.

1.13 RISQUES ET INCERTITUDE (suite)

Continuité de l'exploitation (suite)

Les états financiers intermédiaires n'ont pas subi les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter aux valeurs comptables des actifs et des passifs, aux produits et aux charges présentés et au classement utilisé dans l'état de la situation financière si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation ne convenait pas, et ces ajustements pourraient être importants. La direction n'a pas tenu compte de ces ajustements parce qu'elle croit en l'hypothèse de la continuité de l'exploitation.

1.14 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Il n'y a aucun événement postérieur à la date de clôture.

1.15 AUTRES

- a) Des informations additionnelles sont disponibles sur SEDAR à www.sedar.com.
- b) Divulcation au 31 mars 2012 des données relatives aux titres en circulation.

Actions ordinaires en circulation : **13 104 000**
 Options au courtier en circulation : **226 320**
 Options aux administrateurs en circulation : **750 000**

Les options octroyées et exerçables au 31 mars 2012 se détaillent comme suit :

1.13 RISKS AND UNCERTAINTIES (Continued)

Going Concern (Continued)

The carrying amounts of assets, liabilities, revenues and expenses presented in the interim financial statements and the classification used in the statement of financial position have not been adjusted as would be required if the going concern assumption was not appropriate, and these adjustments could be material. Management did not take these adjustments into account as it believes in the validity of the going concern assumption.

1.14 – POST- REPORTING DATE EVENTS

For this period, there are no post-reporting date events.

1.15 OTHER

- a) Additional information is available on SEDAR at www.sedar.com.
- b) Disclosure of Outstanding Securities as at March 31, 2012.

Common shares outstanding : **13,104,000**
 Broker options outstanding : **226,320**
 Directors options outstanding : **750,000**

Options granted and exercisable as at March 31, 2012 are detailed as follows :

Nombre d'options en circulation / Number of options outstanding	Nombre d'options exerçables / Number of options exercisable	Prix d'exercice / Exercise price	Date d'expiration / Expiry date
<u>226 320</u>	<u>226 320</u>	0,15 \$	Décembre / December 2013
<u>750 000</u>	<u>750 000</u>	0.10 \$	Février / February 2022

1.16 LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Le rapport annuel, incluant le présent rapport de gestion, peut contenir des réclamations progressives, incluant des déclarations relatives aux performances anticipées d'affaires et de finances de la Société, ce qui veut dire qu'il y a certains risques et incertitudes, ce qui peut être la cause que les résultats actuels de la Société peuvent être différer de ceux envisagés par les déclarations progressistes. Les facteurs qui peuvent causer ou contribuer aux différences incluent, entre autres, les prix du marché, la disponibilité continue du capital et du financement et la situation de l'économie générale, du marché et du monde des affaires. Les investisseurs sont avertis que les déclarations ne garantissent pas la performance future et que les résultats actuels ou les développements peuvent différer de façon matérielle de ceux prévus par les déclarations progressistes. Les investisseurs sont aussi prévenus de considérer les autres risques et incertitudes émises dans les dépositions et classement requis.

(s) Guy Girard, Président et chef de la direction / President and Chief Executive Officer

(s) Marc Labrecque, Chef des Finances / Chief Financial Officer

Montréal (Québec), le 29 mai 2012 / May 29, 2012

1.16 DISCLAIMER

This annual report including this MD&A may contain forward-looking statements, including statements regarding the business and anticipated financial performance of the Company, which involve risks and uncertainties, which may cause the Company's actual results to differ materially from those contemplated by the forward-looking statements. Factors that might cause or contribute to such differences include, among others, market prices, continued availability of capital and financing and general economic, market or business conditions. Investors are cautioned that any such statements are not guarantees of future performance and those actual results or developments may differ materially from those projected in the forward-looking statements. Investors are also directed to consider the other risks and uncertainties discussed in the Company's required financial statements and filing.